

Nouveau rapport : Le Canada a d'importantes décisions à prendre pour lutter contre les risques de catastrophes croissants dans un climat changeant

Communiqué

Ottawa, le 13 janvier 2022 —

Face à l'augmentation constante des coûts humains et économiques des catastrophes climatiques, le Canada doit faire un choix. Il peut continuer à réagir aux catastrophes à mesure qu'elles surviennent — avec les préjudices économiques, sociaux et sanitaires que cela comporte — ou s'y préparer, et atténuer le pire des dommages ou les éviter complètement. Selon le nouveau rapport d'un comité d'experts publié par le Conseil des académies canadiennes (CAC), il est crucial de rapprocher les domaines de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation aux changements climatiques pour diminuer l'exposition et la vulnérabilité aux catastrophes et accroître la sécurité de la population face aux changements climatiques.

Le Canada est susceptible de subir une vaste gamme d'événements météorologiques graves incluant des extrêmes de températures chaudes ou froides, des tornades, en passant par des inondations, des sécheresses, des avalanches, des glissements de terrain, des tempêtes hivernales, des tempêtes de verglas et des feux de forêt. Dans un climat changeant, ces événements sont de plus en plus courants et graves, et présentent des probabilités croissantes de frapper simultanément et au même endroit, amplifiant et aggravant les conséquences dangereuses.

« Les répercussions tragiques et dommageables des aléas en cascade sont de plus en plus évidentes, comme nous l'avons vu en Colombie-Britannique, où les pluies records ont provoqué des glissements de terrain dans des régions où la végétation avait été détruite par les feux de forêt quelques mois plus tôt », affirme Scott Vaughan, président du comité d'experts. « Mais ces conséquences ne sont pas inévitables — elles sont le résultat de choix qui mettent les gens en danger. Il existe des mesures pratiques pouvant atténuer les effets les plus dommageables des événements météorologiques extrêmes. »

Les coûts de se préparer aux catastrophes et de les prévenir sont plusieurs fois inférieurs à ceux de l'intervention et du rétablissement. Cependant, la plupart des gouvernements sous-investissent constamment dans l'atténuation, ce qui se traduit par des réactions face aux catastrophes et un rétablissement insuffisants.

Selon le comité d'experts, les décideurs doivent inciter à améliorer les données accessibles sur les extrêmes météorologiques afin de comprendre et de réduire les risques. Il est également possible d'adapter les programmes et politiques de financement, d'investissement et d'assurance pour renforcer la résilience. On pourrait, par exemple, dissuader les propriétaires

de construire ou de reconstruire dans les plaines inondables, réduire les primes d'assurance pour les maisons équipées de clapets antiretour et améliorer les codes du bâtiment et les pratiques d'ingénierie pour rendre les édifices et l'infrastructure à l'épreuve des changements climatiques. Admettre la valeur du savoir autochtone et locale et s'employer à collaborer avec les détenteurs du savoir autochtone est crucial pour réellement réduire les risques.

« Le renforcement de la résilience aux catastrophes repose sur une approche stratégique coordonnée faisant appel aux gouvernements, aux entreprises et au public », déclare Eric M. Meslin, Ph. D, MSRC, MACSS, président-directeur général du CAC. « Ce rapport décrit les ressources et les outils essentiels à des interventions intégrées, qui peuvent avoir plus d'impact et permettre de mieux exploiter les ressources limitées. »

Sécurité publique Canada a demandé au CAC d'examiner les principales possibilités d'améliorer la résilience aux catastrophes au Canada par une meilleure intégration de la recherche et des pratiques en matière de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques.

Bâtir un Canada résilient présente les choix que les foyers, les collectivités, les entreprises et les gouvernements peuvent faire pour réduire les répercussions des conditions météorologiques extrêmes sur la population, les collectivités et l'économie du Canada face aux changements climatiques. Ce rapport détaille les ressources, les programmes de financement, les options d'investissement, les offres d'assurance et les structures de gouvernance pouvant favoriser une prise de décision efficace et rendre le Canada plus résilient.

Visitez le www.rapports-cac.ca pour télécharger le rapport.

Personne-ressource :

Heather Ennis
Directrice des communications, Conseil des académies canadiennes
613-851-7723
heather.ennis@cca-reports.ca

À propos du Conseil des académies canadiennes

Le CAC est un organisme sans but lucratif qui effectue des évaluations indépendantes fondées sur les données probantes, par l'entremise de comités d'experts, afin de guider l'élaboration de politiques publiques au Canada. Il a été fondé par trois organismes indépendants regroupant certains des plus grands esprits du pays : la Société royale du Canada, l'Académie canadienne du génie et l'Académie canadienne des sciences de la santé. Leurs membres et leurs hauts dirigeants siègent au conseil d'administration et au comité consultatif scientifique du CAC et nombre d'entre eux interviennent au sein des comités d'experts. Les académies fondatrices fournissent également des conseils et des commentaires tout au long du processus d'évaluation, ainsi que durant la sélection des membres des comités d'experts et la publication



des rapports. Pour en savoir plus sur le CAC ou sur ses évaluations, rendez-vous au www.rapports-cac.ca.

Suivez-nous sur Twitter : [@cca_reports](https://twitter.com/cca_reports)